

Les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain

Le PLR veut des réformes, pas des programmes conjoncturels

Résumé

A chaque politicien (de gauche) son programme conjoncturel. Chaque jour la Suisse a un nouveau joueur au grand jeu du « qui perd gagne », un jeu qui risque d'emmener notre pays dans la spirale de l'endettement. PLR.Les Libéraux-Radicaux ne veut pas entrer dans ce jeu dangereux. Le Comité du PLR rejette fermement un 3^e programme de conjoncture en l'état actuel. L'argent du contribuable suisse s'envolerait à l'étranger – et le seul effet tangible serait une explosion de l'endettement. Or les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain. Le PLR combattra la tentative de la gauche de casser le mécanisme du frein à l'endettement.

PLR.Les Libéraux-Radicaux exige des réformes pour la Suisse au lieu de programmes conjoncturels ruineux. La Suisse doit rester attrayante pour les entreprises nationales et étrangères à travers des réformes de sa fiscalité. Cela créera de l'emploi. Le surendettement et les hausses d'impôts d'autres pays nous y aideront. Le PLR propose 5 mesures:

- 1. Correction automatique de la progression à froid – rendre son argent au contribuable ;*
- 2. Fiscalité des familles: déductions des frais de garde jusqu'à 24'000 frs par an ;*
- 3. Réforme rapide de la fiscalité des entreprises III;*
- 4. Incitations fiscales à l'assainissement énergétique des bâtiments;*
- 5. Taux unique de TVA à 5,5%.*

Ces mesures coûteront de l'argent. Mais elles lanceront une nouvelle dynamique à long terme, qui sera bonne pour l'emploi et qui permettra un retour fiscal. Malgré cela il est important de maîtriser les dépenses. Voilà pourquoi le PLR exige que dans le domaine des assurances sociales, la Suisse garde sa maison en ordre : financement complémentaire de l'AI, 11^e révision de l'AVS, 6^e révision de l'AI, voilà des mesures indispensables. Enfin, le PLR veut une diminution de la bureaucratie.

PLR.Les Libéraux-Radicaux se bat pour plus d'emplois et de meilleure qualité, pour la cohésion de notre société et des assurances sociales saines, pour un Etat efficace au service des citoyens. Le PLR préfère l'action aux promesses creuses. La Suisse doit éviter les remèdes de charlatan sous la forme de programmes conjoncturels coûteux et inefficaces et s'atteler aux indispensables réformes qui lui permettront de rester compétitive et de garder ses emplois et son niveau de vie.

La politique conjoncturelle : attention au qui perd gagne

Les prévisions du développement économique à travers le monde sont plutôt mauvaises. La gauche veut s'emparer de cette opportunité. Depuis des mois déjà, elle bombarde les médias en exigeant des programmes conjoncturels à tout va. Elle espère faire oublier que les programmes passés ont été des échecs flagrants. Elle veut lancer une offensive massive sans direction, ni lignes claires.

Des représentants du PDC et d'autres partis sont montés dans ce train. On exige un *Green New Deal* à pleine voix. On demande des milliards d'investissements pour les énergies éolienne et solaire. On va jusqu'à demander une réduction généralisée des primes maladies ou encore la mise en place d'un marché de l'emploi parallèle, soutenu à bout de bras par l'Etat. Bref, tout ce que les groupes d'intérêts de centre-gauche connaissent bien.

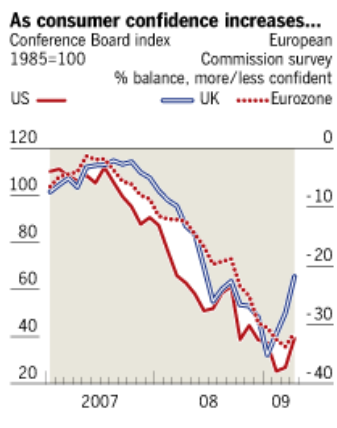
De nombreux politiciens désirent exploiter la situation économique pour lancer une campagne électorale avancée en se rendant populaires avec des programmes conjoncturels. Ceux-ci nous disent : s'endetter est une bonne chose, c'est même semble-t-il une sorte d'obligation internationale ! On doit à tout prix faire comme à l'étranger et dépenser le plus d'argent possible. Cela nous mène à un vrai qui perd gagne : ceux qui croient aider notre pays vont en réalité le pousser dans la spirale des dettes.

Le *PLR.Les Libéraux-Radicaux* ne désire pas être associé à une telle course contre le mur. Le Comité exécutif du *PLR.Les Libéraux-Radicaux* se prononce en l'état contre un troisième paquet conjoncturel. Il y trouve de nombreuses raisons :

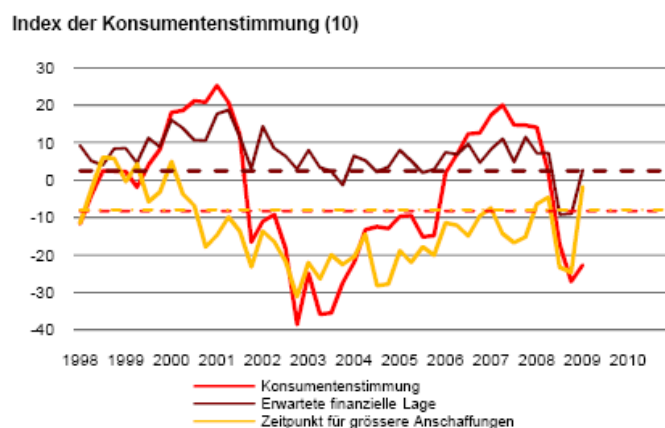
Le développement économique est certes mauvais, mais pas dramatique, il y a même un mieux

Pour le célèbre stratège et général prussien von Clausewitz, le plus important en période de guerre ou de bataille est de garder la tête froide. Le monde ère aujourd'hui en quelque sorte dans le « brouillard » de la bataille. Une tendance se dégage clairement. Les premiers signes de redressement à l'échelle internationale et nationale apparaissent:

- › La confiance des consommateurs s'améliore en Chine, aux USA et dans la plupart des pays d'Europe. Il en va de même pour la Suisse selon certains sondages (voir graphique ci-dessous).



La confiance des consommateurs se reprend
 (Commission européenne)



Indice de l'état d'esprit des consommateurs

- › Les assureurs contre les pertes sur les titres financiers ont chuté entre un tiers et un quart aux USA et en Europe, et le taux LIBOR-USD à 3 mois – mesure de la confiance du marché interbancaire – est tombé pour la première fois en-dessous de 1% avant-hier. Même si le volume des crédits d'emprunts est relativement bas, divers indicateurs importants pour l'assainissement du système financier laissent entrevoir de l'espoir.

- › Le coût du fret dans le domaine de la navigation monte à nouveau. C'est un indicateur fiable quant à une reprise du niveau des exportations qui cesse sa chute, ce qui est important pour la Suisse, pays champion de l'exportation.

...risk of default on US financial debt falls...
CDS spread on US financials (5-year, basis points)

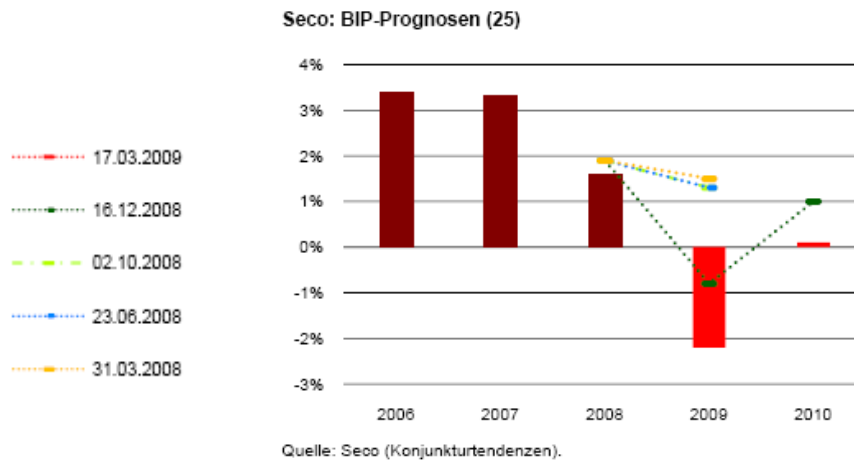
2 months ago **1,538** Latest **945**

...as does risk of default on inter-bank lending...
Libor-OIS spread, 3-month, basis points

| | Oct 2008 | Start of 2009 | Latest |
|------|------------|---------------|------------|
| US | 365 | 123 | 82 |
| Euro | 196 | 119 | 66 |
| UK | 216 | 168 | 108 |



- › Ce sont des signes qui démontrent que l'on s'attend de moins en moins à une dépression mais plutôt à une récession. Mais soyons prudents : de nombreux signes négatifs demeurent et certaines prévisions continuent d'annoncer un très faible développement économique. Mais à vrai dire, qui croit encore aux prévisions ? A titre de comparaison, le SECO avait en 2008 analysé la situation avec des lunettes bien trop roses dans ses estimations ; il est possible que l'avenir soit annoncé maintenant dans des tonalités trop sombres. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux ne sait pas si quelques hirondelles au printemps viennent annoncer une amélioration conjoncturelle.



- › C'est exactement cette situation d'incertitude que le Parlement a mis en avant en adoptant le deuxième paquet de mesures. Il a été demandé que les effets des deux premiers paquets soient d'abord analysés et que cette analyse soit présentée, avant d'entamer le lancement d'un troisième paquet. Plusieurs départements désirent maintenant lancer l'examen préliminaire de nouvelles mesures conjoncturelles et tentent ainsi de mettre tout le monde devant le fait accompli lorsqu'un troisième paquet sera proposé. Le PLR rejette cette manière d'agir. En lieu et place de cette agitation, nous exigeons que les discussions au sujet d'un troisième programme soient suspendues jusqu'à ce que l'analyse des deux premiers programmes soit réalisée. L'administration doit s'occuper de projets plus importants.

Les programmes conjoncturels n'aident pas l'industrie d'exportation suisse

C'est surtout l'économie d'exportation qui est touchée par la récession actuellement. L'extension du chômage partiel dans le deuxième paquet conjoncturel a été une mesure utile dans ce domaine. D'autres mesures sont malheureusement moins censées. A quoi sert le développement supplémentaire du soutien étatique aux exportations si les acheteurs internationaux érigent des barrières protectionnistes en même temps ? L'important c'est le combat contre le protectionnisme, comme la clause *Buy-American* dans les programmes conjoncturels des USA. Il y a de cela un an, le PLR mettait déjà en garde face au danger et demandait que la Suisse prenne une initiative pour relancer le cycle de Doha. Hélas rien de très visible n'a pu être constaté à ce propos.

Les programmes conjoncturels pour relancer la consommation: histoire d'un échec

En tant que petite économie, nous importons une grande part de nos biens. De l'adaptation des taxes de débarras à la réduction des primes des caisses maladie, toutes les mesures de relance de la consommation aideront en premier lieu les producteurs étrangers. C'est Pampers et Toyota qui en bénéficieront en premier lieu. Pour un franc suisse dépensé dans des programmes conjoncturels, 70 centimes seront exportés. On jette littéralement de l'argent par les fenêtres et il atterrit chez nos voisins. Et cela se déroule au moment où l'on demande une politique extérieure plus ferme. Nous ne voulons pas faire de cadeaux à nos concurrents étrangers sur la question des marchés financiers. Nous ne voulons pas non plus en faire à travers des programmes conjoncturels.

Les dettes d'aujourd'hui, c'est les impôts de demain

- › La communauté internationale a dépensé plus de 10'000 milliards de dollars pour le sauvetage des banques et le soutien à la conjoncture. Des pays comme les USA, le Royaume Uni, l'Allemagne se sont endettés en 2009 à hauteur de 1,5 jusqu'à 5,5 % de leur PIB ! Pour 2010, le déficit moyen des pays de l'UE s'établira à 7,3%, et pour la Grande Bretagne même à un incroyable à 14%. Les politiciens semblent avoir oublié la contrainte de tout programme conjoncturel : qui payera les dettes ?
- › *PLR.Les Libéraux-Radicaux* pose cette question depuis des mois et met en garde contre la spirale de l'endettement. Ces questions, les caisses de pension et les investisseurs se les sont aussi posées ces derniers mois. Cela se répercute sur le marché des obligations qui ne sont plus souscrites par tous dans des pays comme la Grande Bretagne ou l'Allemagne. Ainsi la réalité a rattrapé ces pays. Pendant la crise, les USA, la Grande Bretagne, l'Irlande, l'Allemagne et d'autres pays d'Europe de l'Est ont décidé des augmentations d'impôts pour les entreprises et la population. Les plus touchés sont justement les Etats qui accumulent déjà de gros déficits lors des périodes de bonne conjoncture.
- › La même chose prévaudrait en Suisse: en raison du frein à l'endettement, les déficits extraordinaires devraient être compensés par des hausses d'impôts. Ça n'est pas un problème pour la gauche qui veut faire d'une pierre deux coups avec une telle stratégie : premièrement, elle désire réaliser sa politique à travers des dépenses massives de l'Etat. En deuxième lieu, elle désire débrancher le frein à l'endettement que le PLR avait mis en place. Troisièmement elle veut, à travers un déficit important, créer un appel en faveur de son initiative pour une hausse des impôts à travers une harmonisation fiscale. L'esprit de compétition stimulante entre cantons aurait vécu, au grand dam du contribuable. Le PLR comprend bien cette stratégie de la gauche. Mais il refuse de s'y associer.

Pour toutes ces raisons, un troisième paquet conjoncturel ne rentre pas en ligne de compte actuellement pour le *PLR.Les Libéraux-Radicaux*. Les travaux préparatoires actuels créent des attentes préjudiciables. **Au lieu d'un troisième paquet conjoncturel, nous exigeons un programme de réformes.** Pour soutenir l'emploi ce n'est pas de programmes conjoncturels à court terme dont nous avons besoin, mais de bonnes conditions-cadres. Celles-ci doivent être conservées et parfois recrées. Nous devons mettre de l'ordre dans notre maison, afin que la Suisse soit prête et compétitive lorsque la reprise sera là. Nos chances de succès sont intactes : avec un système fiscal qui doit devenir le plus bas et le plus simple

d'Europe, à des travailleurs bien formés et motivés et à des infrastructures de qualité, nous deviendrons encore plus attrayants pour des entreprises qui cherchent à s'installer pour des activités de service ou de production.

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux veut des réformes, pas des programmes conjoncturels

Le PLR exige trois niveaux de mesures:

1. Un programme de réforme de la fiscalité
2. Un assainissement de nos assurances sociales
3. Des simplifications de la régulation

1. Programme de réforme de la fiscalité pour les emplois et le pouvoir d'achat

| Domaine | Entrée en vigueur | Impact |
|---|-------------------------|--|
| Compensation automatique de la progression à froid | 1.1.2010 | Allègement de 500 mio. frs, surtout pour la classe moyenne |
| Déductions fiscales pour les assainissements énergétiques de bâtiments | 1.1.2010 | Allègements de 300 mio. frs |
| Imposition des familles Augmentation des déductions par enfants selon projet du Conseil fédéral + déduction pour les frais de garde jusqu'à max. 24'000 frs par an | Aussi vite que possible | 800 mio. frs |
| Réforme de l'imposition des entreprises III | 1.1.2011 | 500 mio. frs |
| Taux de TVA unique à 5,5% | 1.1.2011 | 1500 mio. frs, effets sur la croissance de 1% au PIB |

1.1. Correction de la progression à froid

Depuis 9 mois, le PLR se bat pour la correction automatique de la progression à froid. Cette correction permet d'éviter que le citoyen ne change de barème fiscal suite à une hausse de son revenu qui vient compenser le renchérissement. Si le pouvoir d'achat des citoyens n'augmente pas, il n'y a en effet pas de raison légitime à ce qu'ils montent dans les classes fiscales par un seul effet mathématique. C'est un défaut technique du système qui doit être compensé pour préserver la justice fiscale. Sans l'opposition de la gauche et du PDC, les contribuables auraient déjà bénéficié d'env. 500 millions d'allègement cette année. **C'est surtout la classe moyenne qui est soulagée par une telle mesure, puisque: 40% des 500 millions iront aux personnes ayant un revenu jusqu'à 100'000 frs et 45% de ce total aux personnes ayant un revenu entre 100'000 et 200'000 frs. Cette mesure permet de soutenir la consommation et stimule les investissements.** A nos yeux, la correction automatique est un élément très important. Ceux qui argumentent qu'une correction annuelle surchargerait l'administration fiscale ne sont pas sérieux. C'est un prétexte de technocrates car les nouvelles technologies permettent de faire de telles adaptations simplement. Par ailleurs on peut voir ici que les Libéraux-Radicaux ont une conception du rôle de l'Etat différente de celle des opposants à cette mesure: pour les Libéraux-Radicaux l'Etat travaille au service du citoyen. Aux yeux des opposants à la mesure, on dirait que c'est le citoyen qui doit

travailler pour l'Etat ! Finalement, nous savons que le monde est menacé d'inflation d'ici quelques années, en raison du fort taux d'endettement des Etats. Il est d'autant plus essentiel dès lors que la mise à zéro des compteurs fiscaux se fasse automatiquement. **Nous demandons au Conseil des Etats de suivre le Conseil national et d'accepter enfin de corriger cette imperfection du système.**

- › Initiative parlementaire du Groupe libéral-radical (08.452) :
http://www.parlament.ch/afs/data/f/bericht/2008/f_bericht_n_k10_0_20080452_0_20081104.htm

1.2. Imposition des familles: déduction des frais de garde à hauteur de 24'000 frs

Il est d'importance capitale pour la Suisse, aussi bien sur le plan sociétal que sur le plan économique, de favoriser une bonne adéquation entre vie professionnelle et vie de famille. Notre système fiscal doit favoriser les familles et non pas, comme aujourd'hui, les pénaliser. **Le PLR exige donc, comme il l'a mentionné dans la réponse à la consultation du Conseil fédéral, que les familles puissent bénéficier d'un allègement fiscal via la déduction des frais de garde.**

L'analyse annuelle de *Perspective Suisse* montre que l'adéquation entre vie professionnelle et vie de famille est un élément clé du point de vue des citoyens comme de l'économie. La crise économique n'y change rien. Il faut donc corriger la trajectoire actuelle via la révision de la fiscalité des familles.

Le PLR veut récompenser ceux qui font des efforts et s'engagent. Or actuellement ce principe n'est pas appliqué dans le cas des couples dans lesquelles les deux personnes travaillent. Beaucoup de parents sont punis fiscalement lorsque les deux parents sont professionnellement actifs. Il faut corriger cet état de fait urgemment. Les couples doivent pouvoir choisir librement entre l'activité professionnelle ou rester domicile pour élever les enfants, ceci en dehors de toute considération fiscale. Cette condition sera remplie si on peut déduire la totalité des frais de garde des enfants. **Le PLR exige que les frais de gardes puissent être déduits à hauteur de 80 % des frais effectifs jusqu'à un maximum de 100 frs par jour et par enfant et jusqu'à un plafond de 24'000 frs par an.**

Une telle solution ne prêterite pas les familles dans lesquelles les deux parents ne travaillent pas, puisque ceux-ci n'ont pas un revenu imposable plus élevé qui les pénalise fiscalement. Par contre on lève un obstacle fiscal important à la volonté de poursuivre ou reprendre une activité professionnelle chez le deuxième parent, souvent la femme. Au regard de travail et des coûts investis dans sa formation, une femme qui renonce à travailler en raison de l'actuelle « désincitation » fiscale met en évidence une perte de ressource inacceptable pour l'économie de notre pays, surtout en temps de crise. D'autre part cette réforme allègera surtout le fardeau de la classe moyenne. On trouve dans cette catégorie beaucoup de personnes qui permettent à la collectivité de prélever des impôts supplémentaires en raison de l'augmentation du revenu du couple lorsque les deux époux sont professionnellement actifs. Enfin, une augmentation des déductions luttera également contre le travail au noir car l'impossibilité de déduire les frais de garde pousse de nombreux parents à réduire la facture, souvent exorbitante, en recourant à des employés au noir.

Le PLR est prêt à investir de l'argent public dans cette correction du système fiscal. La réforme coûtera 500 millions. Elle permettra à des femmes bien formées et qui souhaitent poursuivre ou reprendre une activité professionnelle de le faire sans être assommées par le fisc. Ces revenus supplémentaires généreront en contrepartie des revenus fiscaux supplémentaires pour l'Etat. Ainsi les coûts effectifs seront plus bas, dans une vision dynamique, et ils contribueront à la croissance économique du pays ainsi qu'à un progrès social.

- › Initiative parlementaire du Groupe libéral-radical : Droit fiscal fédéral. Prévoir enfin des déductions pour la garde des enfants (rapporteur : Isabelle Moret, n° 07.438)
http://www.parlament.ch/F/Suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20070438
- › Initiative parlementaire du Groupe libéral-radical : Droit fiscal cantonal. Prévoir enfin des déductions pour la garde des enfants (rapporteur : Isabelle Moret, n° 07.439)
http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20070439

1.3. Réforme de la fiscalité des entreprises III

La concurrence fiscale internationale devient de plus en plus féroce. Afin de garantir nos emplois et d'en créer de nouveaux, il est capital d'assurer de très bonnes conditions-cadre au niveau fiscal. **La réforme fiscale des entreprises III, réclamée par le PLR, est dès lors urgente. La suppression des droits d'émissions sur les fonds propres et les fonds de tiers et la suppression d'obstacles fiscaux dans la fiscalité des groupes de sociétés sont des réformes essentielles pour susciter les investissements.**

Cette réforme coûtera 500 millions de francs. C'est un bon investissement pour l'emploi et pour l'avenir de nos entreprises. Les cantons pourront augmenter l'efficacité de cette réforme en reprenant volontairement ces principes dans leur législation cantonale. Ainsi le principe de la souveraineté fiscale des cantons est pleinement préservé.

Le PLR souhaite par ailleurs que cette réforme permette de mettre un terme au différend fiscal avec l'union européenne. D'autres corrections seraient par ailleurs nécessaires et judicieuses pour avoir le système fiscal le plus simple et le plus attrayant d'Europe, afin de susciter la venue d'entreprises étrangères en Suisse. L'Irlande s'est, comme la Suisse, rendue attrayante pour les entreprises étrangères avec un taux d'impôt à 12,5%. Les 450 entreprises américaines qui ont leur siège en Irlande apportent 40% de l'impôt des entreprises de ce pays. Il peut en être de même en Suisse à l'avenir. Car notre pays n'est pas un „paradis fiscal“ : la Suisse n'est pas attrayante à l'étranger uniquement en raison d'une fiscalité modérée, mais aussi grâce à la qualité de la formation de sa main d'œuvre, à sa grande stabilité politique, à la paix du travail qui y règne, à la flexibilité de son marché du travail ou encore à la qualité de ses infrastructures. La Suisse attire donc des entreprises étrangères qui veulent venir y mener des opérations de production, de recherche, de marketing ou d'administration. La lutte contre les paradis fiscaux ne portera donc pas atteinte à la Suisse. Au contraire, les augmentations de la fiscalité qu'on verra à l'étranger rendront notre pays encore plus attrayant !

- › Motion du Groupe libéral-radical « Renforcement de notre compétitivité par de nouvelles réformes de l'imposition des entreprises » (Rapporteur : Fulvio Pelli, N° 07.3309)
http://www.parlament.ch/F/Suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20073309

1.4. Incitations fiscales pour l'assainissement écologique des bâtiments

Green New Deal, ce mot semble sur toutes les lèvres – le PLR préfère l'action aux belles paroles et il a déjà agi il y a un an: pour le PLR l'amélioration des l'efficacité énergétique est une exigence qui figure à la première place. Il est important d'améliorer cette efficacité au bon endroit: c'est le secteur des bâtiments qui recèle le meilleur potentiel. Chaque année env. 100'000 logements sont assainis en Suisse. Or ce n'est qu'à partir de 150'000 logements assainis par an qu'on pourra stopper le vieillissement du parc immobilier suisse. Et pour abaisser de manière visible la vétusté du parc, il faudrait même arriver à 200'000 assainissements par an.

C'est ici que le PLR s'engage: au lieu de verser des subventions à quelques propriétaires sur la base de formulaires technocratiques, le PLR veut que le plus grand nombre possible de propriétaires soit incité à assainir les bâtiments, via des incitations fiscales. Le PLR a proposé quatre points d'action :

- › **Abolition de la pratique Dumont** qui empêchait pendant des années l'assainissement de bâtiments vétustes hérités. Là le PLR a déjà réussi à imposer ses vues (Initiative parlementaire Philipp Müller 04.457). Grâce au PLR, cette pratique fiscale inadéquate sera donc supprimée l'an prochain.
http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20040457
- › Le PLR a aussi obtenu un vote positif du Conseil national sur sa proposition (Initiative parlementaire du CN Rolf Hegetschweiler 02.473) de pouvoir **reporter un assainissement énergétique sur le loyer.** http://www.parlament.ch/F/Suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20020473

- › Maintenant il faut aller plus loin: il est nécessaire, troisièmement, de **veiller à ce que la valeur locative, respectivement la valeur fiscale, d'un bien immobilier ne soit pas augmentée, voire soit diminuée, quelques années après une rénovation**. Le PLR a déposé les propositions suivantes à ce sujet :
 - › motion (09.3142) du Groupe libéral-radical « Renforcer la propriété, économiser l'énergie, diminuer la valeur locative » (Rapporteur CN Philipp Müller)
http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20093142
 - › motion de commission (09.3007) sur l'efficacité énergétique dans le domaine des bâtiments, qui se base sur une proposition du CN Jacques Bourgeois
http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20093007
 - › Initiative parlementaire du CN Hugues Hiltbold (08.518) « Mesures pour favoriser les constructions de haut standard énergétique »
http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20080518
- › **Quatrièmement, les assainissements énergétiques devraient pouvoir être déduits des impôts pendant plusieurs années** (comme les investissements dans la recherche les sont dans les entreprises). Ainsi on favorisera les projets d'assainissements d'importance, plutôt que de pousser les propriétaires à rénover leur immeuble d'année en année petit bout par petit bout, pour des raisons d'optimisation fiscale. A ce sujet, le PLR a déposé les propositions suivantes:
 - › Initiative cantonale initiée par le PLR d'Argovie (08.331) qui exige la déductibilité des investissements qui permettent des économies d'énergie
http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20080331 .
 - › Motion de la CER-N (09.3354) qui reprend la proposition du CN Filippo Leutenegger (07.3385) afin d'obtenir une possibilité de déduire les travaux d'assainissement énergétique sur plusieurs années et plus uniquement sur l'année fiscale de l'investissement.
http://www.parlament.ch/afs/data/f/bericht/2007/f_bericht_n_k10_0_20073385_0_20090323.htm

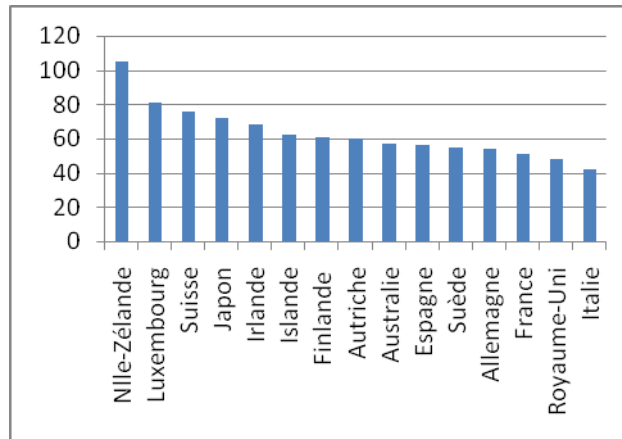
Maintenant il faut que les autres partis soutiennent ces propositions. S'il y a une volonté d'avancer ensemble, nous pouvons modifier la loi fiscale pour 2010 ! Le PLR appelle donc les partis à travailler ensemble et à émettre un signal fort et rapide, afin que les privés puissent commencer à planifier des investissements pour assainir leur bien l'an prochain déjà et commencer à demander des autorisations. Ces mesures, déjà déposées, permettront d'agir efficacement sans plus perdre de temps. Le Green Deal du PLR est déjà en route.

Ces mesures auront des effets économiques positifs qui dépasseront le seul secteur de la construction. Les fournisseurs d'appareils de chauffage et de régulation et les fournisseurs d'isolations thermiques en seront également bénéficiaires. Ce sont des entreprises qui ont souvent un haut niveau de technologie et d'innovation. La Suisse peut ainsi se positionner à la pointe de marchés en pleine croissance en développant un *know how* dans notre pays, stimulé par de telles mesures. Ces produits pourront ensuite être exportés avec succès, ce qui contribuera à la croissance en Suisse.

Aux yeux du PLR, le Parlement a trop parlé et trop peu agi dans le but de favoriser les rénovations énergétiques de bâtiments et les économies d'énergies. Les 200 millions votés pour des incitations ne sont qu'un jouet pour politiciens qui veulent se donner bonne conscience. Depuis 2000 ce sont en moyenne 15 milliards de francs par an qui sont investis pour des travaux de transformation ou de rénovation. En votant un crédit qui représente à peine 14 pour mille de ce total, le Parlement brasse de l'air. Tout ce qu'il aura réussi à faire ici c'est créer des contrôles et des règles bureaucratiques supplémentaires.

1.5. TVA: un taux unique à 5,5%

Le PLR veut que la Suisse ait la TVA la plus basse d'Europe. Seul un passage au taux unique permettra d'alléger efficacement le fardeau de la TVA pour nos PME. Quand on sait qu'un hôtelier doit facturer trois taux différents de TVA suivant la prestation fournie, on comprend que c'est une complication inutile et pénalisante de son travail. Cela coûte cher: à l'hôtelier comme à ses clients. L'OCDE a démontré que le taux unique de TVA pratiqué en Nouvelle Zélande a produit de très bons résultats pour les contribuables. **Le PLR propose comme base de discussion une TVA au taux unifié abaissé à 5,5%. Cela représente une baisse de revenus de 1500 millions pour la Confédération. Mais cette perte devrait être compensée rapidement par la croissance du PIB de 1% attendue par le passage au taux unique. Par ailleurs, le PLR demande que les différentes mesures de simplification de la TVA (1^{ère} partie de la réforme de la TVA « A ») entrent déjà en vigueur en 2010.**



Calcul de l'efficacité du prélèvement de la TVA (« C-efficiency »)
Source : OCDE – Consumption Tax Trends 2008

2. Mettre notre maison en ordre: assainir nos assurances sociales pour garder la maîtrise des dépenses publiques

| Secteur | Entrée en vigueur | Effet |
|---|-------------------|---|
| Assainissement complémentaire de l'AI | 1.1.2010 | Allègement de 1300 mio. frs |
| 11e révision de l'AVS | 1.1.2010 | Allègement 400 mio. frs |
| 6e révision de l'AI | 1.1.2011 | Allègement révision 6a : min. 400 mio. frs 6b : min. 900 mio. frs |
| Réforme de l'Assurance chômage – réduction des dépenses | 1.1.2010 | Allègement pour min. 600 mio. frs |
| Mesures urgentes dans l'assurance maladie | 1.1.2010 | A préciser |

L'attractivité d'une économie se mesure à l'évolution prévisible de ses conditions-cadre. C'est l'une des leçons essentielles de Keynes, une leçon que pourtant à gauche on oublie bien souvent. Il n'est possible ni d'abaisser les impôts ni de lancer des programmes conjoncturels si on sait que notre système social est en train de dérailler. La règle qui prévaut ici est donc : gardons notre maison en ordre. Pour ce faire les mesures suivantes sont, notamment, nécessaires :

2.1. Financement complémentaire de l'AI

Pour le PLR il est clair qu'aucune augmentation fiscale n'arrive jamais à point nommé, même lorsqu'elle est limitée dans le temps. Malgré cela, le financement complémentaire de l'Assurance-invalidité est indispensable et correct. L'alternative serait de mettre en danger les rentes de l'AVS (les deux assurances étant liées) ce qui serait offrir la peste pour les retraités d'aujourd'hui et de demain. Ou alors on devrait ponctionner plus lourdement les salaires ce qui reviendrait à donner le choléra aux salariés et aux entreprises suisses.

2.2. Révision 6a de l'AI, puis révision 6b

Le PLR salue la volonté d'avancer avec une révision 6a de l'AI, qui sera déjà présentée en juin. Avec les 4^e et 5^e révisions et la partie 6b qui suivra, cette réforme permettra de remettre l'assurance-invalidité sur de bons rails financiers encore avant 2017 à la fin du financement additionnel.

2.3. 11^e révision de l'AVS

Pour le PLR il est clair que la flexibilisation de la retraite prévue est à la fois importante et urgente. Un relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans est nécessaire. Les mesures de compensation ne doivent pas anéantir les économies prévues par cette modification. La situation et l'évolution prévisible de l'AVS est trop précaire pour cela.

2.4. Révision de l'assurance-chômage - LACI

La LACI ne doit pas sombrer dans la spirale des dettes, comme l'a fait l'AI. Il faut donc prendre rapidement des mesures de réformes. Il faut notamment supprimer les mauvaises incitations: celles qui poussent à des comportements contraires à une réintégration rapide dans le marché du travail, notamment la prolongation de la durée des indemnités. Il y a lieu de prévoir des économies pour un minimum de 600 millions de francs. L'action doit ici se faire du côté des dépenses : le PLR s'est opposé d'emblée à une augmentation des cotisations salariales.

2.5. Mesures urgentes dans le domaine de la santé

La réduction des primes coûte des milliards aux contribuables – la tendance étant à la hausse. Les coûts de la santé doivent être tenus fermement en main. Des mesures urgentes sont nécessaires, mais elles restent insuffisantes. Il est essentiel de poursuivre les réformes et d'assurer enfin la transparence du système par rapport à la qualité et à l'efficacité des prestations médicales. Une meilleure collaboration des prestataires de soins, un vrai libre choix et plus de concurrence, voilà les évolutions nécessaires. Pour pouvoir garantir la qualité des soins, il serait dangereux que toutes les réformes soient bloquées et toutes les propositions d'économies rejetées. On voit aujourd'hui que le projet d'article constitutionnel rejeté l'an dernier par le peuple, suite à une campagne massive des cantons et des médecins, aurait permis d'initier les nombreuses réformes nécessaires.

3. Programme de réforme de la régulation – pour un Etat efficace au service des citoyens:

| Domaine | Entrée en vigueur | Effet |
|-----------------|-------------------|---|
| TVA – partie A | 1.1.2010 | Effet sur le PIB avec la partie B: 1% de croissance |
| Cassis de Dijon | 1.1.2010 | Effet sur le PIB: 0,5% de croissance |

Conclusion : Ne pas brûler toutes nos cartouches!

En conclusion, le *PLR.Les Libéraux-Radicaux* continue de s'engager pour plus d'emplois et de meilleure qualité et pour des assurances sociales saines. La crise actuelle souligne la nécessité de procéder à des réformes à long terme, plutôt que de lancer des programmes conjoncturels à court terme. Ce n'est qu'ainsi qu'on préparera la Suisse à sortir de la crise en pleine possession de ses moyens et prête à affronter la concurrence internationale et à y rester à la meilleure place. Nous ne devons donc pas brûler toutes nos cartouches dans la précipitation, sachons garder la tête froide et préparons dès maintenant la Suisse à sortir au plus vite de la crise !